

RAPPORT ET PREMIER BILAN D'ÉTAPE

Retour Politique du Dr. Daniel Mengara au Gabon

Chers compatriotes,

Il m'incombe aujourd'hui de vous faire mon tout premier rapport d'étape suite à mon retour politique au Gabon. Ce rapport concerne la période du 12 au 20 août 2015.

Dans ce document, vous trouverez non seulement les grandes étapes de mon séjour, mais aussi des détails importants sur ma rencontre avec M. Jean Ping. Je fournis, plus bas, le déroulé et contenu de cette rencontre pour édifier les Gabonais et Gabonaises qui attendaient beaucoup de cette rencontre pour qu'ils comprennent pourquoi, aux dires de M. Jean Ping lui-même, lui et moi ne pourrions jamais nous entendre.

Au sommaire, donc, de ce document, vous lirez :

- A. Préambule et Clarifications Idéologiques
- B. Le Cas Jean Ping : Déroulé de la Rencontre du 15 août 2015
- C. Résumé des Activités et Rencontres (du 12 au 20 août 2015)

A. PRÉAMBULE ET CLARIFICATIONS IDÉOLOGIQUES

Il convient d'abord ici de remercier non seulement le mouvement des Gabonais Politiquement Engagés en Amérique du Nord, dont les membres ont soutenu et aidé à financer par leurs cotisations cette première étape de mon retour politique au Gabon, mais aussi certains Gabonais de la diaspora de France et des Etats-Unis membres et non-membres de groupes associés comme le CROGE, la CAPPO, Gabon Debout, ASERGAJ, Plateforme Citoyenne et autres, qui ont également soutenu ce retour politique au pays.

Il convient ici de rappeler, avant tout, les missions et buts qui étaient les miens dans le cadre de cette première étape de mon retour politique au Gabon. Il m'échoyait principalement, et conformément aux idéaux défendus non seulement par le mouvement « Bongo Doit Partir-Modwoam », mais aussi par les Gabonais Politiquement Engagés en Amérique du Nord et autres groupes associés de la diaspora gabonaise en France, de procéder, dans un premier temps, à une évaluation stratégique du potentiel des forces du changement à mobiliser le peuple dans quatre directions principales :

- 1) la destitution d'Ali Bongo Ondimba avant toute nouvelle élection au Gabon ;
- 2) la chute du régime Bongo avant toute nouvelle élection ;
- 3) la réforme démocratique (écriture d'une nouvelle Constitution devant ramener le deuxième tour d'élection, limitation des mandats présidentiels, réduction des pouvoirs du président de la République, réforme de la Cour constitutionnelle, réforme de la CENAP, recensement de la population, biométrie et informatisation du fichier électoral, etc.) avant toute nouvelle élection au Gabon ;
- 4) la tenue au Gabon d'une Assemblée Constituante devant servir non seulement de cadre, mais aussi de levier insurrectionnel en vue de la réalisation de ces objectifs avec, en sus, la proclamation d'une nouvelle République et la mise en place d'une transition politique chargée d'organiser de nouvelles élections dans un délai d'un an maximum.

Autrement dit, avant que de pouvoir penser à engager le peuple gabonais sur la voie de la revendication de rue en vue de l'instauration immédiate de la démocratie au Gabon, il était important que nous évaluions et sachions :

- 1) Qui sont les acteurs politiques et associatifs en mesure de s'insérer ou de s'engager de manière frontale dans une dynamique visant non seulement à la destitution d'Ali Bongo Ondimba et de son régime, mais aussi à organiser au Gabon une Assemblée Constituante dont les buts seraient, précisément, de fournir le cadre juridique nécessaire pour la validation de ce processus de destitution ;

- 2) Quelles idées du changement ces acteurs avaient avant que nous ne leur présentions notre projet de destitution et d'Assemblée Constituante, et à quel niveau de mobilisation et de préparation des populations se trouvaient ces acteurs ;
- 3) A quel niveau de mobilisation et de préparation se trouve aujourd'hui le Peuple gabonais ;
- 4) Quelle était l'atmosphère générale du pays sur les plans politique, économique et social, et dans quelle mesure cette atmosphère pouvait faciliter le processus insurrectionnel ici visé.

En termes militaires, cela s'appelle une évaluation stratégique des forces en présence et du terrain de la confrontation. Et c'est cette évaluation qui allait permettre, par la suite, de dresser un tableau plus réaliste de la situation sur le terrain. Pour nous qui venons de la diaspora et qui pouvons nous retrouver en déphasage par rapport aux réalités du terrain, une évaluation, d'une part, des forces en présence et, de l'autre, une analyse approfondie du contexte et de l'humeur générale des populations était une approche incontournable. On ne peut pas planifier d'organiser le pouvoir démocratique de la rue sans avoir fait, au minimum, cette diligence obligatoire.

Il ne s'agissait donc pas ici de confondre vitesse et précipitation. Et il ne s'agissait certainement pas non plus pour moi d'aller au Gabon commencer précipitamment une insurrection sans connaître le terrain, sans jauger l'état d'esprit réel des Gabonais et sans savoir qui seraient nos alliés dans ce processus. Pour réussir une insurrection, il faut la préparer et on ne peut pas la préparer si on n'a pas prévu de mécanismes et stratégies de mobilisation du Peuple.

Ceci est important pour deux raisons :

La première est qu'il nous était souvent apparu de par le passé que l'opposition gabonaise ne s'était jamais véritablement engagée dans une vraie stratégie mobilisation et de préparation du Peuple en vue de son soulèvement ; nous pensions que l'opposition gabonaise s'était trop souvent contentée d'attendre que le Peuple se soulevât de manière spontanée sans que qui que ce soit dans le leadership ne veuille assumer les conséquences d'un tel soulèvement ; dans ce contexte, qu'il s'agisse des ratés du 20 décembre 2014 ou du fiasco que devint l'aventure du gouvernement du PNUD d'André Mba Obame, le peuple a souvent été pris à froid et on a souvent attendu de lui des actes et attitudes pour lesquels on ne l'avait jamais réellement préparé et encore moins mobilisé. Le résultat était un quiproquo permanent entre le peuple et ses leaders, un quiproquo par lequel le peuple attendait des mots d'ordre clairs de son opposition tandis que l'opposition attendait du Peuple qu'il se lance lui-même, sans mots d'ordre, dans l'insurrection.

Il s'ensuivait donc que la seule manière de s'assurer d'une révolte programmée du Peuple consistait, simplement, pour l'opposition gabonaise, de dire clairement au Peuple ce que les leaders attendaient de lui, puis de le préparer par des activités de mobilisation qui ne risqueraient plus de prendre le peuple à froid. Dans le cas, par exemple, du gouvernement du PNUD, il était excessivement maladroit de se lancer dans la nomination d'un gouvernement parallèle sans y préparer le Peuple et sans fomenter une crise politique préalable qui aurait non seulement préparé le Peuple à défendre ce gouvernement, mais aussi assuré un transfert d'autorité du gouvernement bongoïste au gouvernement parallèle.

Dans le cas du 20 décembre 2014 également, il était imprudent de convoquer le peuple à Rio en s'attendant de lui, dans le cadre d'un seul meeting sans mot d'ordre clair, qu'il se lance comme cela, à froid, dans une insurrection que personne n'avait réellement préparée. Il aurait fallu, au préalable, une tournée du pays avec comme discours clair que l'opposition allait lancer un mot d'ordre insurrectionnel, que le peuple devait se préparer à cette insurrection conformément à des consignes clairement exprimées et que la date de la chute du régime était connue. Si bien menée, c'est cette mobilisation préalable du peuple autour de grands enjeux bien expliqués qui devait le préparer au soulèvement le 20 décembre 2014. L'opposition n'ayant pas pris le soin de bien préparer le Peuple, le 20 décembre ne pouvait que devenir une nouvelle occasion ratée.

Voilà pourquoi la proposition d'une Assemblée Constituante au Gabon est importante. Cette proposition essaie de pallier aux insuffisances souvent remarquées au Gabon dans la préparation et la mobilisation des Gabonais. C'est donc une proposition qui agit à deux niveaux fondamentaux :

- 1) En tant que rendez-vous avec l'histoire parce que située et fixée en aval du processus de destitution d'Ali Bongo et de son régime, elle constitue un enjeu de mobilisation : Autrement dit, pour bien mobiliser les Gabonais, il faut leur offrir un enjeu qui soit de nature à le tenir en haleine tout en servant les besoins de

la mobilisation et de la préparation. L'Assemblée Constituante, dans ce contexte, se positionnerait comme un grand moment de rendez-vous avec l'histoire car portant en elle la chute programmée du régime Bongo-PDG.

- 2) En tant que processus de défiance déclenché par le levier d'un ultimatum, le cheminement conduisant à l'Assemblée Constituante engage, dès la fin de l'ultimatum, le Peuple, tout en permettant la tension politique nécessaire à tout processus insurrectionnel. Autrement dit, c'est de l'esprit de défiance qui se dégage de ce processus que naîtra la confrontation entre Peuple et régime. Il y a, dans ce contexte, si les choses sont bien menées, de fortes chances que le régime s'écroule avant même la tenue de l'Assemblée à proprement parler.

Autrement dit, la valeur du projet d'Assemblée Constituante se trouve dans le positionnement stratégique d'un certain nombre d'impératifs qui, si bien suivis, devraient nous mettre dans un processus de bras de fer entre le Peuple et le régime, étant entendu, bien sûr, que c'est là le seul type de processus qui fait reculer les dictateurs. Ces impératifs sont les suivants :

I. L'IMPÉRATIF DE LA RUPTURE DE DIALOGUE : il est impératif de rompre immédiatement le dialogue en présentant les arguments qui militent en faveur d'une telle rupture. Cette rupture est essentielle pour la suite car elle met le pouvoir sur la défensive et engage la classe politique à ne plus se positionner en demandeuse de dialogue, mais en alternative politique devant prendre sur elle de réorganiser UNILATÉRALEMENT et INDÉPENDAMMENT le pays conformément aux aspirations démocratiques du Peuple gabonais. Il s'agit ici d'exclure le régime de ce processus et, donc, pour l'opposition de s'affirmer comme seule détentrice de la légitimité populaire. Les arguments en faveur de la rupture de dialogue seraient, par exemples, et entre autres :

- le fait que, depuis 2010, la société civile avait déjà fait des propositions en vue d'un dialogue inclusif dans le cadre d'une conférence nationale souveraine: ce dialogue fut rejeté par Ali Bongo;
- le fait qu'aucune des institutions de la République (Cour constitutionnelle, parlement, Premier ministre, Haute cour de justice, etc.) n'avait osé, lorsqu'interpellée sur des questions de fond touchant à la légitimité d'Ali Bongo, se pencher sur les dossiers, plaintes et recours déposés par la classe politique gabonaise par l'entremise de Monsieur Moukagni-Iwangou aujourd'hui président du Front Uni de l'Opposition pour l'Alternance (FUOPA); le fait que ces institutions n'aient osé se saisir de ces dossiers et aient préféré botter en touche est un signe fort que le régime ne peut être un interlocuteur valable dans le cadre d'un dialogue visant à la démocratisation immédiate du Gabon ;
- le fait que la question de l'acte de naissance frauduleux qui a permis à Ali Bongo d'accéder à la magistrature suprême soit dorénavant incontournable, et ne puisse plus avoir comme issue que la disqualification d'Ali Bongo non seulement de la Présidence de la République (il doit démissionner), mais aussi de toute nouvelle élection au Gabon.

Tous ces faits, et d'autres encore que l'opposition pourrait évoquer, doivent pouvoir militer pour cette rupture de dialogue. L'argument est simple : puisqu'on a tout essayé pour amener le régime à un dialogue inclusif, dialogue qu'Ali Bongo vient encore de rejeter, donc, de rompre, dans son discours à la nation de ce 17 août 2015 en ramenant l'opposition à son CND (organe du régime) au lieu d'un processus hors du régime, l'opposition et la société civile n'ont d'autre choix que de constater cette rupture de dialogue et de l'utiliser comme levier insurrectionnel en prenant la communauté nationale et internationale à témoin.

II. L'IMPÉRATIF D'UN ULTIMATUM : Ici, l'ultimatum ne peut s'étirer sur une période trop longue. L'ultimatum doit se faire sur une période d'un MOIS maximum car plus longtemps que cela, le risque de perdre l'engouement populaire est trop long.

III. L'IMPÉRATIF D'UN CAHIER DE CHARGES : ce cahier de charges doit être intimement lié à l'ultimatum. Autrement dit, ce cahier de charges, qui contiendra toutes les exigences non-négociables qui doivent être TOUTES satisfaites à l'expiration de l'ultimatum, aura pour put de servir de levier au processus de destitution qui va suivre par le biais d'une Assemblée Constituante devant se tenir deux à trois mois après l'expiration de l'ultimatum. L'ultimatum doit déjà positionner une date pour l'Assemblée Constituante, qui serait, dans ce cas, le 20 décembre à la date anniversaire de la mort de Bruno Mboulou Beka.

Le cahier de charges lui-même doit, de manière très assertive, contenir, au moins, les préalables non-négociables suivants :

1. aucune nouvelle élection ne doit se tenir au Gabon avec Ali Bongo toujours au pouvoir.
2. aucune nouvelle élection ne doit se tenir au Gabon qui fût organisée unilatéralement et exclusivement par le système Bongo-PDG.
3. aucune nouvelle élection ne doit se tenir au Gabon sans une RÉFORME TOTALE du cadre institutionnel, ce qui suppose, au minimum:
 - a. Une révision de la Constitution qui ramenât le système électoral à deux tours, réduisît le mandat présidentiel à 5 ans, et limitât le nombre de mandats successifs à deux seulement;
 - b. Une réforme de la Cour constitutionnelle qui non seulement la rendrait indépendante de l'Exécutif, mais assurerait le débauchage des membres actuels de la Cour et leur remplacement par des membres élus par le corps judiciaire qui aient à coeur la lecture neutre du droit en faveur non pas d'un parti, mais de la République;
 - c. Une réforme de la CENAP qui la rendit véritablement autonome et indépendante de toute influence gouvernementale;
 - d. Une réforme des fonctions des Ministères de l'Intérieur et de la Défense qui en fît des organes de protection des libertés et non de répression;
 - e. Une révision du Code électoral qui en démocratisât les finalités et les processus, avec garantie de supervision neutre par la communauté internationale.
 - f. Un recensement de la population digne de ce nom qui permet d'avoir une meilleure idée de l'électorat national en âge de voter, et ce dans un cadre biométrisé et informatisé qui permettrait une meilleure maîtrise des flux démographiques.
 - g. Une transition soit mise en place dans le cadre d'une Assemblée constituante populaire qui mettrait en place la matrice institutionnelle qui redéfinirait un Gabon nouveau qui soit conforme aux idéaux de paix, de bonheur et de progrès du Peuple gabonais.

IV. L'IMPÉRATIF D'UNE ASSEMBLÉE CONSTITUANTE : La fin de l'ultimatum lancerait dès lors le processus de l'Assemblée Constituante, qui aura pour objectifs, entre autres :

- **La rédaction** d'une nouvelle Constitution qui aurait comme point de départ celle issue de la Conférence Nationale de 1990, mais qu'il faudra renforcer par l'insertion de garde-fous rendant difficile toute tentative par un régime quelconque de se concocter une Constitution sur mesure ;
- **La proclamation** d'une nouvelle République démocratiquement organisée sur la base de cette nouvelle Constitution ;
- **La destitution** d'Ali Bongo Ondimba par le peuple gabonais au travers de l'acte à valeur juridique que représente une Assemblée Constituante du Peuple par le Peuple et pour le Peuple ;
- **L'évincement** des institutions bongoïstes ;
- **La mise en place d'une transition politique ayant pour charge principale, suite à un référendum, l'organisation** d'élections libres et crédibles sur la base d'une nouvelle Constitution qui soit garante des libertés démocratiques et de la dignité du peuple gabonais.

V. L'IMPÉRATIF D'UN CALENDRIER PUBLIC : le calendrier de tout ce processus, qui est un processus insurrectionnel, doit être publiquement connu des Gabonais et le choix des périodes doit se faire d'une manière qui laisse à la fois le temps de mobiliser les Gabonais et le temps, pour l'opposition, de s'organiser. Ce calendrier aura également pour fonction de maintenir le Peuple en éveil. Je fais la proposition de calendrier suivante :

30 août 2015: Lancement d'un ultimatum de 30 jours et publication du cahier de charges ; l'ultimatum expirerait donc le 30 septembre ; utiliser ces 30 jours pour préparer le pays à la fin de l'ultimatum et aiguïser l'attention de la communauté internationale ; par exemple :

- faire le tour des chancelleries pour bien les informer de la rupture de dialogue et de la non-négociabilité du cahier de charges : ceci mettra la pression sur le régime ;
- mener des causeries dans tout Libreville durant cette période en vue d'informer, préparer et mobiliser les Librevillois ;
- occuper aussi ce temps à mettre en place les Commissions devant préparer l'Assemblée Constituante, notamment :
 - la Commission Juridique devant préparer la nouvelle Constitution et la réforme du code électoral ;
 - la Commission Politique devant étudier la mise en place d'une transition politique et l'organisation de nouvelles élections;
 - la Commission Economique devant mettre en place un projet de société d'urgence devant accompagner la transition ;
 - Etc.

30 septembre 2015 : Expiration de l'ultimatum ; ceci déclenche donc le processus de l'Assemblée Constituante, qui devrait alors se tenir le 20 décembre 2015, à la date anniversaire de la mort de Mboulou Beka. Ceci veut dire, concrètement, que, le 30 septembre, l'opposition et la société civile doivent publier :

- le lieu de la tenue de l'Assemblée Constituante : Il est impératif que ceci se passe à Libreville.
- toutes les informations relatives à la tenue de l'Assemblée Constituante permettant de bien en implanter les processus et la finalité dans l'esprit des Gabonais;
- le programme des tournées nationales qui implanteront les délégués provinciaux et départementaux devant venir siéger à l'Assemblée Constituante à Libreville;
- Etc.

20 décembre 2015 : Début de l'Assemblée Constituante, devant se tenir sur TROIS JOURS du 20 au 23 décembre; elle n'a pas besoin de plus de temps si les processus devant être validés sont préparés dans le cadre de commissions bien avant l'événement lui-même. Entre le 30 septembre et le 20 décembre, évidemment, une batterie d'activités de défiance doit être déployée pour créer et maintenir la tension nécessaire.

C'est dans ce contexte d'exploration, d'information, d'évaluation et de concertations que j'ai entrepris, du mercredi 12 au jeudi 20 août, de rencontrer un certain nombre de leaders politiques et membres imminents de la société civile, en vue de leur proposer ce projet d'Assemblée Constituante, qui est probablement le seul projet à même de nous éviter le bain de sang si bien mené. Il garantit tout simplement une chute programmée du régime des Bongo Ondimba.

Je dois ici dire mon plaisir d'avoir constaté que du côté du Peuple comme du côté d'un certain nombre de leaders de l'opposition, l'idée a commencé à faire son chemin et la thématique de la destitution d'Ali Bongo Ondimba et de la réforme avant toute nouvelle élection au Gabon est, en dehors de Jean Ping et des quelques éléments de peu de poids politique qui le soutiennent, presque'universellement admise ou acceptée comme un préalable obligatoire à toute nouvelle élection au Gabon. Il manquait simplement à certains une idée du mécanisme pouvant mener à ce résultat. L'Assemblée Constituante leur aura ainsi paru comme une idée intéressante et potentiellement porteuse.

Je dois aussi dire que je fus surpris de trouver des soutiens pour une insurrection là où je ne les attendais pas (c'est le cas de Maganga Moussavou) et des hésitations, voire même des rejets, là où j'attendais ces soutiens.

Le cas de Jean Ping fut certainement le cas le plus extrême car c'est le seul qui m'opposa une fin de non recevoir absolue, me déclarant sans ambages que lui et moi ne pourrions jamais nous entendre.

Je relate donc ci-dessous ma conversation avec Jean Ping, aux fins d'édifier ceux qui s'attendaient à me voir arriver à un terrain d'entente avec lui. Au moins, on ne dira pas que Daniel Mengara n'aura pas essayé. Quand arrivera, le 30 août 2016, des grincements de dents parce qu'on aura laissé se tenir une énième élection perdue

d'avance que l'opposition aurait pourtant pu bloquer et ensuite gagner si elle avait parlé d'une seule voix sur le besoin de réformes préalables, on saura au moins qui aura vendu le Gabon aux Bongo Ondimba en 2016.

B. LE CAS JEAN PING : DÉROULÉ DE LA RENCONTRE DU 15 AOÛT 2015

Je dois dire que le seul leader politique avec lequel je n'ai trouvé aucune possibilité de terrain d'entente était Jean Ping. Tandis qu'avec la majorité des leaders rencontrés, le principe de la réforme avant les élections était acquis et la nécessité d'actes de défiance admise comme un passage obligé, Jean Ping est le seul qui a opposé une fin de non recevoir aux diverses idées que j'aurais pu lui proposer.

J'isole le cas Jean Ping ici pour une autre raison, peut-être plus importante. Je sais, en partant des Etats-Unis, qu'une bonne partie de la diaspora voulait que je rencontre Jean Ping. Mon « Inbox » sur Facebook, avant mon départ sur le Gabon, était bondé de messages me demandant de tout faire pour rencontrer Jean Ping lors de mon séjour au Gabon. Je suppose que ces personnes souhaitaient une sorte de rapprochement entre Jean Ping et moi. Il se trouve que ces personnes qui souhaitaient ce rapprochement avaient sans doute oublié que les rapprochements ne sont possibles qu'entre personnes partageant plus ou moins les mêmes vues politiques. Etre de l'opposition n'est pas une idéologie. La preuve : le Front est divisé aujourd'hui entre électoralistes (voulant aller sans préalables aux élections), convivialistes (attendant en vain un dialogue inclusif) et insurrectionnistes (voulant forcer les choses). Ces trois tendances montrent pourquoi il est important de toujours tenir compte des idéologies que défendent les gens avant que de souhaiter des rapprochements qui finissent parfois par être des rapprochements contre-nature qui ne peuvent aller nulle part. C'est le genre de fourre-tout idéologique que j'ai souvent rejeté car trop prédisposé aux blocages et à l'immobilisme.

Je rappelle ici que quand je rencontre Jean Ping à Libreville samedi 15 août, je le rencontre dans le même esprit que celui qui m'a mené à rencontré d'autres leaders de l'opposition et de la société civile tels Maganga Moussavou, Ndong Sima, Marcel Libama, David Mbadinga, Moukagni-Iwangou, Marc Ona, Albert Ondo Ossa, etc. C'est certainement mon ouverture d'esprit qui favorise ces rencontres puisqu'il fut une époque où je n'aurais jamais accepté de rencontrer certaines de ces personnes, notamment au moment où ils étaient encore au PDG. Cette rencontre, néanmoins, entrait très clairement dans le cadre de ma mission, qui consistait à rencontrer tous les leaders qui étaient disposés à me rencontrer ou qui seraient disponibles à Libreville lors de mon séjour, et ce en vue de leur exposer mes idées sur la manière dont on pourrait réussir le changement avant la tenue des élections en 2016. La rencontre avec Jean Ping ne revêtait donc pas de caractère particulier, en dehors de celui qui m'avait amené à rencontrer autant de leaders que je pouvais au cours de cette première étape de mon retour politique au Gabon.

Pour rendre justice à l'entrevue que j'ai eue avec Jean Ping samedi 15 août, je vais essayer ci-dessous, sous forme dialogique, de reproduire au mot près la nature de notre conversation. Ceci est utile ici parce que je sais que de nombreux Gabonais au sein de la diaspora comme au Gabon espéraient une sorte de rapprochement minimaliste entre Jean Ping et moi-même qui aurait pu servir l'opposition. C'est pour expliquer à ces Gabonais pourquoi il n'y aura jamais de rapprochement entre Daniel Mengara et Jean Ping que je dois faire ici une tentative de reproduction de la conversation avec Jean Ping, une conversation qui s'est passée devant près d'une dizaine de témoins car j'ai tenu à le rencontrer en présence de témoins à même de corroborer le contenu de notre conversation.

Mes premières impressions sont que j'ai trouvé un Jean Ping déjà excessivement sur la défensive sur plusieurs fronts. D'entrée de jeu, il semblait préoccupé et vexé par le fait que des gens le critiquent par rapport à sa démarche électoraliste, et que la diaspora d'Amérique du Nord ne l'ait pas invité aux Etats-Unis dans le cadre des travaux auxquels avaient été conviés les présidents Bengono Nsi et Moukagni-Iwangou. Je constatai, en fait, que Jean Ping était mal informé car il faisait la confusion entre la visite des leaders de l'opposition aux Etats-Unis sous la houlette du Département d'Etat américain et la réunion de travail organisée dans le New Jersey et à Washington par la diaspora politiquement engagée en Amérique du Nord. Cette confusion est ce qui explique que Jean Ping m'ait directement exprimé sa déception de n'avoir pas été invité, ce qui me permit de lui dire qu'il n'avait pas la bonne information et que nous l'avions bel et bien spécifiquement invité dans le cadre des activités de la diaspora de l'Amérique du Nord, invitation à laquelle il ne daigna jamais répondre.

Comme preuve, je lui demandai de simplement se rendre sur le site du BDP-Modwoam où étaient encore postées les résolutions du meeting d'Atlanta qui avaient décidé de qui convier à ces réunions de travail. Nous avions en effet prévu deux équipes : la première, composée de juristes, devait venir en avril 2015 et l'autre,

composées de politiques et d'associatifs, devait venir en mai 2015. Il se trouve que, entretemps, des contretemps tels le décès d'André Mba Obame, puis celui du Pasteur Tomo, puis ensuite l'invitation faite aux leaders politiques gabonais par le département d'Etat américain dans la même période, avaient totalement changé ce programme.

Il n'en demeure pas moins que le nom de Jean Ping avait été spécifiquement mentionné dans le calendrier comme l'un des hommes politiques que nous souhaitions avoir avec nous lors de ces travaux. Il semble donc qu'à ce niveau Jean Ping ait non seulement été mal informé, mais se soit aussi fourvoyé en croyant que nous l'avions exclu non seulement de l'invitation au département d'État (chose organisée par l'ambassade des Etats-Unis au Gabon), mais aussi de l'invitation aux travaux du New Jersey (chose organisée par les Gabonais Politiquement Engagés en Amérique du Nord). Je l'invitai donc à se faire mieux informer car s'il avait accepté notre invitation (ce qu'il ne fit jamais), il serait venu.

Les premières paroles de Jean Ping sont donc, dès sa prise de parole, des reproches montrant que l'homme était déjà crispé avant même que je n'ouvre la bouche. Les échos de ma conférence de presse de la veille semblent également, de toute évidence, avoir joué un rôle dans cette crispation, comme on le verra dans le dialogue ci-dessous.

Par la suite, le reste s'est déroulé de manière assez surréelle, presque comme dans un cauchemar politique, cauchemar que je me permets de présenter ici sous forme de dialogue.

M. JEAN PING : - En gros, ici, après les salamalecs d'usage, je laissai à Jean Ping le soin de m'expliquer sa vision politique, et surtout, sa décision de se lancer, 11 mois avant l'élection, dans une tournée qui risquait de semer la confusion dans l'esprit des Gabonais, donc d'écarteler le peuple entre la position électoraliste et la position insurrectionnelle. Et M. Jean Ping, donc, de m'expliquer que, dans sa démarche, il ne voyait aucune contradictions entre les deux positions : l'on pouvait tout aussi bien préparer l'élection dans le même temps qu'on lutterait pour la transparence. Il n'était donc pas pour séquencer les deux choses pour que l'une vienne après l'autre; il était plutôt pour la concomitance des deux.

DANIEL MENGARA : - Ayant donc pris la peine d'écouter patiemment et attentivement M. Ping, je commençai à mon tour mon exposé. Je commençai en lui rappelant les trop grands risques de confusion que pourrait entraîner une approche concomitante ; j'arguais que les populations avaient besoin d'un message clair qui soit, en même temps, singulier : c'est soit tout le monde faisait campagne pour une approche insurrectionnelle qui poserait comme condition non-négociable que l'élection ne pouvait pas se tenir avec Ali Bongo comme candidat et sans préalables pour la transparence, soit tout le monde se mettait simplement en campagne pour préparer l'élection. La concomitance, hélas, risquait de diluer l'une et l'autre des approches, aboutissant à une situation où l'on ne pourrait pas tout à fait obtenir gain de cause en matière insurrectionnelle et où, d'autre part, on ne pourrait pas pleinement se concentrer sur la préparation de l'élection. Suivre deux lièvres à la fois n'a jamais payé. Et vu que la concomitance ne pouvait que donner l'image d'une opposition divisée et confuse, avec comme conséquence de semer le trouble et la confusion auprès des populations, le résultat sera inévitablement le maintien au pouvoir d'Ali Bongo sans coup férir. Je demandai donc à Jean Ping s'il ne valait pas mieux prévenir que guérir en se concentrant d'abord sur les préalables devant garantir la transparence, ce qui permettrait, si le principe des deux tours d'élection et autres conditions sont satisfaits, de simplement ouvrir la voie à une élection plus transparente où l'opposition aurait une meilleure occasion de l'emporter...

Ping ne me laissa même pas terminer ma présentation. Il m'interrompit et dit :

M. JEAN PING : - Ce n'est même pas la peine de continuer, M. Mengara, je sais déjà ce que vous allez dire...

DANIEL MENGARA : Heu... pardon... Comment ? Que dites-vous ?

M. JEAN PING : Ce n'est pas la peine de continuer. Je sais déjà ce que vous allez dire.

DANIEL MENGARA : M'enfin, je ne comprends pas, M. Ping. Comment ça, vous savez déjà ce que je vais dire ? Comment est ce possible ?

M. JEAN PING : Je sais déjà ce que vous allez dire.

DANIEL MENGARA : Heu, je suis un peu perdu là, M. Ping. Comment pouvez-vous savoir ce que je vais dire avant même que je ne l'aie dit ?

M. JEAN PING : Je sais déjà ce que vous allez dire. Je le sais parce que ce sont les mêmes choses que vous avez dites à votre conférence de presse à la Chambre de Commerce hier ; je n'y étais pas mais je sais tout ce que vous avez dit à votre conférence de presse ; ne me demandez pas comment je le sais, mais je sais ce que vous avez dit. Ce sont aussi les mêmes choses que vous dites partout partout. Donc je sais déjà ce que vous allez dire et je sais déjà que vous et moi, on ne pourra jamais s'entendre...

DANIEL MENGARA : Heu... Vraiment ? Je trouve cela un peu bizarre, M. Ping. D'abord parce que je crois que la politesse aurait voulu que vous m'écoutassiez jusqu'au bout, et aussi patiemment et aussi complètement que je l'ai fait lorsque vous m'avez expliqué votre position. Et je crois aussi qu'il y a une différence entre entendre quelqu'un de loin sans l'opportunité d'un échange en personne et avoir la personne devant soi ; ne vous semble-t-il pas possible que des gens puissent trouver un terrain d'entente parce qu'ils ont discuté ensemble ?

M. JEAN PING : Non, mais je sais déjà que nous ne pourrons jamais nous entendre.

DANIEL MENGARA : M. Ping, sauf tout le respect que je vous dois, je trouve cela assez indécent. Comment pouvez-vous présupposer de ce que je vais dire ? Il me semble que des Gabonais attendent beaucoup de notre rencontre. Je m'étonne que vous ayez déjà conclu que vous et moi ne pourrons jamais nous entendre. Comment savez-vous qu'au bout de ma présentation, il n'y aura pas une ouverture pouvant nous permettre de nous entendre ?

M. JEAN PING : Bon, ok, continuez alors. Mais je sais déjà que vous et moi on ne pourra jamais s'entendre.

DANIEL MENGARA : Heu, là, vraiment, Monsieur Ping, je ne sais pas trop si j'ai envie de continuer. Cela m'étonne vraiment de vous, et cela m'étonne que vous soyez si peu disposé à écouter l'argument qui est le mien jusqu'au bout, un argument qui, si je ne me trompe, est partagé par bon nombre de Gabonais, sinon la majorité des Gabonais, qui préféreraient probablement que l'élection se tienne avec un maximum de garantie de transparence, et qui voudraient, peut-être, au moins, que nous nous battions pour la transparence avant que de nous battre pour l'élection ?

M. JEAN PING : C'est bien ce que je dis. Nous ne pourrons jamais nous entendre sur ce point car moi je pense que c'est maintenant qu'il faut préparer l'élection et non attendre.

DANIEL MENGARA : Mais il me semble que vous préférez plutôt le monologue, Monsieur Ping, puisque moi je vous ai écouté patiemment. Je vous ai laissé terminé vos arguments, mais vous ne me laissez même pas développer les miens... et vous me dites que nous ne pourrons jamais nous entendre.

M. JEAN PING : Pourquoi continuer si je sais déjà d'avance qu'on ne pourra pas s'entendre ? Mais si vous voulez, continuez, mais je sais que ça ne sert à rien ; on ne s'entendra pas.

DANIEL MENGARA : Mais c'est ce qui me dépasse, là, M. Ping. Comment pouvez-vous présupposer que nous ne nous entendrons pas ? Est-ce que, pour vous, la seule manière de s'entendre serait que j'adopte directement votre position sans la confronter à la mienne. Moi je me suis imposé un minimum d'ouverture d'esprit en vous écoutant. Vous, vous ne voulez même pas m'écouter. A quoi ça sert que je sois venu alors, sauf si vous vous attendiez à un simple monologue de campagne. Quand on veut, justement, devenir président du Gabon, on doit avoir la patience d'écouter toutes les opinions. Quel type de président pensez-vous que vous serez si vous pensez déjà tout savoir et ne laissez à personne l'opportunité de vous présenter son argument ou ses idées ?

M. JEAN PING : Ok, d'accord, continuez, mais je sais que dans l'opposition, il y a trop de donneurs de leçons. D'ailleurs, vous vous associez aux mauvaises personnes ?

DANIEL MENGARA : Mauvaises personnes ? C'est qui ? Vous voulez parler de qui ?

M. JEAN PING : Vous savez vous-même de qui je parle.

DANIEL MENGARA : Non, M. Ping, je ne sais vraiment pas de qui vous parlez. Moi, pour le moment, je discute avec tout le monde. Certains partagent mes idées, d'autres pas. Je ne sais donc pas de qui vous parlez...

M. JEAN PING : Non, mais j'en connais de ceux-là qui se posent en donneurs de leçons. Beaucoup d'eux ont passé 10 ans, 20 ans dans l'opposition. Ils ont fait quoi ? Quand Ping décide de bouger, ils critiquent. Je les ai trouvés là, ils ont fait quoi ? Quand je suis arrivé, j'ai trouvé une opposition morte. J'ai entrepris de raviver cette opposition, de la rassembler. C'est ce qui a donné naissance au Front. Mais parmi tous ces gens, il y a des gens qui veulent me donner des leçons. Qui leur donne le droit de me dire ce que je dois faire ? Et qui les empêche de faire ce qu'ils veulent faire ?

DANIEL MENGARA : Oui, mais ne pensez-vous pas que votre démarche soit justement ce qui divise l'opposition ? Pourquoi autant de précipitation ? Ne pouvez-vous pas surseoir à votre démarche, le temps de laisser l'opposition aller au bout de la logique insurrectionnelle, et puis par la suite lancer votre candidature ? Rien ne vous empêchera d'être candidat à cette époque tout comme rien ne vous empêche d'être candidat maintenant. Il serait plutôt bon de laisser d'abord explorer les options de la transparence avant l'élection, non ? Vous avez amplement le temps...

M. JEAN PING : Oui, mais je ne comprends pas pourquoi on me critique. Ce sont ces mêmes gens qui ne sont pas venus au Congrès de Paris qui me critiquent...

DANIEL MENGARA : Oui, mais on dit dans Jeune Afrique que c'est vous qui avez financé le Congrès de Paris, et la rumeur dit que c'était pour vous faire adouber candidat unique de l'opposition...

M. JEAN PING : Non, ce n'est pas vrai. Le Congrès de Paris a été organisé par la CDG avec l'argent d'un mécène. Le rôle que j'ai joué était simplement un rôle de trésorier, c'est-à-dire que le mécène me donnait l'argent et moi je me contentais de le garder et de payer les billets d'avion et les dépenses pour le compte de la CDG. C'est ainsi que le Congrès a été organisé. Mais l'argent ne venait pas de moi ; il venait de ce mécène et je n'ai joué que le rôle de trésorier. D'ailleurs, dans la diaspora, la CDG est le seul groupe que je trouve sérieux et organisé, et c'est le seul groupe avec lequel je travaille, même si c'est vrai que j'ai aussi de bons rapports avec la diaspora du Bénélux. Je ne travaillerai jamais avec RÉAGIR. Ils sont financés par des gens qui veulent me donner des leçons. Toutes les autres diasporas, je ne connais pas trop... Je crois qu'il y a plusieurs diasporas : la diaspora des Etats-Unis, la diaspora du Canada, la diaspora de France et la diaspora du Bénélux. Celle du Bénélux a une tendance Upégiste. Mais celle de France avec la CDG est bien organisée, et celle du Canada aussi, je la respecte. Mais celle des Etats-Unis, il me semble, n'est pas bien organisée. J'étais là-bas à New York et à Washington, il n'y avait personne dans la salle... J'espérais vous voir dans la salle avec cette diaspora, mais je ne vous ai pas vu.

DANIEL MENGARA : Je ne sais pas de quelle diaspora nord-américaine vous parlez qui vous a invité aux meetings dont vous parlez, mais je n'étais pas au courant de vos visites ni de ces meetings. J'ai vaguement entendu des rumeurs de gens me disant que vous essayiez de me rencontrer, mais comme je n'ai vu aucune confirmation officielle, je n'ai pas trop fait cas. Et puis, sachez que l'Amérique est un vaste pays avec très peu de poches de grande présence gabonaise, et les déplacements coûtent cher à cause des grandes distances à parcourir. Il est difficile de réunir trop de personnes. Ce n'est pas comme Paris où il y a la plus grande concentration de Gabonais expatriés dans le monde... Mais qu'à cela ne tienne. Je ne crois pas que qui que ce soit puisse vous reprocher d'être candidat ou même vous enlever ce droit... Tout ce que je dis est que...

M. JEAN PING : Oui, mais alors pourquoi se permet-on de me reprocher de vouloir préparer les Gabonais pour l'élection ? Je suis convaincu que si on prépare bien l'élection bien à l'avance, l'opposition la gagnera...

DANIEL MENGARA : - Je continuai tant bien que mal en reprenant les paroles de PING lui-même qui, dans sa présentation, avait affirmé non seulement qu'Ali Bongo ne peut pas gagner une élection transparente, mais aussi que les élections présidentielles de 1993 avaient été gagnées par Mba Abessole, celles de 1998 par Mba Abessole (ou Omar Bongo), celles de 2005 par Pierre Mamboundou et celles de 2009 par André Mba Obame. Je lui rappelai, justement, que dans chacune des élections qu'il dit furent gagnées par l'opposition, aucune n'avait vu la campagne commencer un an avant. Les campagnes se faisaient sur trois mois en comptant les périodes de pré-campagnes, même s'il est vrai que le PDG a toujours été en campagne. Mais si, justement, comme il le dit lui-même, l'opposition avait gagné l'élection de 2009 alors même qu'elle n'avait eu que 45 jours pour se préparer, cet historique montre que, quelle prenne 12 mois ou 3 mois pour se préparer, l'opposition gagnera encore en

2016. Devant, donc, sa propre affirmation, ne valait-il pas mieux, pour le moment, se livrer à un débat pour la transparence qui donnera la chance à l'opposition d'accéder au pouvoir au lieu de continuer à se contenter simplement de clamer des victoires sans jamais accéder au pouvoir ? Ne se trouvait-il pas, par ailleurs, dans une fâcheuse contradiction en affirmant qu'il fallait se préparer 12 mois à l'avance alors même que, dans le même temps, il affirmait qu'Ali Bongo ne peut pas gagner une élection transparente face à l'opposition, comme, justement, Mba Obame avait pu, selon lui, le démontrer ?

Le reste de la conversation tourna plutôt autour d'un monologue par lequel Ping se plaignit à profusion de ses collègues du Front qui lui reprochaient sa démarche électoraliste. Ping semblait durement éprouvé par ces critiques. Grosso modo, ses paroles étaient ainsi faites qu'après deux phrases, la troisième revenait inmanquablement sur les critiques qu'il subissait de ses collègues du Front. Je lui expliquai que c'est quand-même mauvais signe qu'il soit autant préoccupé par les critiques. Pour quelqu'un qui veut devenir président, il devait prendre de la hauteur et éviter de passer tant de temps à se plaindre des critiques. Il me semblait plutôt inquiétant que ces critiques le préoccupent autant car quand il sera président, il ne pourra pas éviter les critiques. Et s'il n'a pas le cœur lourd, il risque très rapidement de se transformer en dictateur et d'égorger tous ceux qui le critiqueraient. Ce qu'il doit faire, c'est plutôt comprendre que ceux qui expriment ces critiques dans l'opposition expriment l'opinion d'une bonne partie du peuple. Rejeter ces opinions comme il le fait, c'est un peu ignorer qu'une bonne majorité de la population gabonaise préférerait probablement que les conditions de la transparence soient obtenues avant l'élection.

Un jeune du groupe prit la parole pour renforcer cette dernière remarque en demandant à Ping de prendre de la hauteur face à ses critiques.

A un moment, un commentaire du jeune homme fit allusion aux moyens de Ping. Ce dernier n'hésita pas à vanter cet aspect en affirmant qu'il a l'argent, contrairement à certains qui le critiquent et qui n'ont aucun poids politique. Il laissait ainsi entendre qu'il avait de quoi aller au bout, alors que ceux qui n'ont pas les moyens ne peuvent pas. Conclusion à tirer : il n'y a qu'un candidat avec de l'argent comme lui qui peut gagner.

Je conclus donc la conversation en rappelant à Monsieur Ping que comme il préférait les monologues et m'a privé de la possibilité de finir la présentation de mes arguments, et comme il semblait avoir déjà conclu que nous ne nous entendrions jamais parce qu'il savait ce que j'allais dire avant même que je n'ouvre la bouche, je vais accepter son opinion et garder les propositions que j'avais pour lui qui auraient pu, éventuellement, nous permettre de voir si, contrairement à ce qu'il croyait, on aurait pu trouver un terrain d'entente.

Je me levai donc pour partir, mais Ping me prit le bras, m'invitant (ou me poussant presque) à me rasseoir. Je me rassis un moment, ce qui lui permit de réaffirmer ses positions, sans doute sentait-il que sa prestation n'avait pas laissé une bonne impression au groupe.

Je me levai de nouveau pour partir, mais je l'avertissais aussi du fait que je poursuivrais ma croisade contre toute idée d'élections sans réformes préalables et qu'il nous arrivera forcément, au vu de sa position, de devoir nous retrouver dans des camps opposés, chacun défendant farouchement son opinion et sa croyance idéologique.

Le groupe de près d'une dizaine de personnes qui m'avait accompagné chez Ping ce jour là avait assisté à cette conversation. Tout le groupe est témoin de ce qui s'était dit et pourrait donc facilement, en lisant ce rapport, corroborer ce dialogue.

Je pris donc congé de Jean Ping en compagnie du groupe qui m'accompagnait.

Je dois dire que cette conversation ne fut pas houleuse. Elle fut courtoise, quoique faite de petits moments de francs désaccords comme vous pouvez le voir.

Ping semblait même très content de m'avoir rencontré puisqu'il demanda avec enthousiasme aux jeunes qui avaient pris les photos de rapidement envoyer ces photos sur Facebook car cela allait faire du tapage. L'effet trophée, je pense, vu que les Bongo n'eurent jamais l'honneur de me serrer la main...

Voilà, donc, pour cette rencontre avec Jean Ping. Je me dois de dire, quand-même, que ce rapport ne traduit aucune animosité de ma part vis-à-vis de Jean PING. Il est dans son bon droit de faire ce qu'il fait, tout comme je

suis dans mon bon droit de ne pas être en accord avec sa position. Ce rapport sur notre rencontre ne vise donc pas à lui nuire. Il vise simplement à éclairer tous ceux qui avaient fondé un certain espoir sur cette rencontre, pour leur dire que le rapprochement qu'ils auraient souhaité n'aura pas lieu. Le devoir de vérité et de transparence m'a obligé, ici, à simplement édifier tous ceux qui attendaient quelque chose de cette rencontre, pour qu'ils comprennent pourquoi il n'y aura jamais de rapprochement entre Jean Ping et Daniel Mengara. Et, pour une fois, ce ne sera pas parce que Daniel Mengara se sera refusé à ce rapprochement. Ping semble simplement penser que ses positions et les miennes ne nous permettront JAMAIS aucune entente. Dont acte.

C. RÉSUMÉ DE MES ENTRETIENS ET ACTIVITÉS (DU 12 AU 20 AOÛT 2015)

Dans le cadre de mes entretiens marathon avec les leaders de l'opposition et de la société civile, voici le déroulé de mon séjour au Gabon.

Mercredi 12 août 2015 : Arrivée à l'aéroport de Libreville. L'accueil chaleureux des populations a ému un Dr. Daniel Mengara au bord des larmes, tellement il était heureux de retrouver son pays natal après 17 ans d'exil politique. Le Dr. Daniel Mengara, qui se reconnaît inconnu des Gabonais, a exprimé sa profonde reconnaissance à ce peuple qui l'accueillait alors même qu'il n'avait procédé à aucun achat des consciences pour cet accueil. N'ayant pas, comme il le dit souvent lui-même, les moyens de l'achat des consciences, il remerciait ce peuple, surtout les jeunes, qui plaçaient en lui leurs espoirs.

Jeudi 13 août : Rencontres avec Luc Bengono Nsi et ses collaborateurs, puis rencontre conjointe avec Luc Bengono Nsi et Moukagni-Iwangou et son directeur de Cabinet, Mr. Yala. Rencontre également avec Marc Ona Essangui, puis avec le Professeur Albert Ondo Ossa dans la soirée. Toutes ces rencontres furent satisfaisantes car Daniel Mengara trouva en tous ces hommes des oreilles attentives et des tempéraments prédisposés à l'idée de l'impératif de réformes pré-électorales.

Vendredi 14 août : Visite de courtoisie et de prise de contact dans la matinée au siège de l'ADERE où se réunissaient les leaders du Front Uni de l'Opposition, dont Messieurs Diviungi di Dingue, Oye Mba, Eyegue Ndong, Bengono Nsi, Moukagni-Iwangou, Amoughé Mba, Yala, Jocktane, etc. Puis Conférence de Presse dans l'après-midi à la Chambre de Commerce dans une salle bondée. Le Dr. Daniel Mengara y a tenu en haleine des Gabonais venus très nombreux qui ont montré leur adhésion massive et sans réserve aux thèses politiques développées depuis 17 ans par le Dr. Daniel Mengara et le mouvement « Bongo Doit Partir », et soutenues aujourd'hui par la diaspora gabonaise dans sa grande majorité, notamment la diaspora des Gabonais Politiquement Engagés en Amérique du Nord, dont Daniel Mengara est le Porte-Parole, et la diaspora coalisée autour de la CAPPO (Coalition des Associations et Partis Politiques de l'Opposition), dont plusieurs membres soutiennent les thèses de la destitution et de l'Assemblée Constituante.

Samedi 15 août : Rencontres dans la soirée avec, d'une part, Amoughé Mba, puis d'autre part, avec Jean Ping. Dans la journée, audience accordée à l'un des leaders du Front des Indignés, M. Jean de Dieu Ndong, puis aux leaders étudiants de l'UOB, parmi lesquels Firmin Olo, Ballak Obame, Lionel et Nicolas Obame.

Dimanche 16 février : Filmage de l'interview du Dr. Daniel Mengara sur TV+ dans la matinée et dans l'après-midi, réception des jeunes du quartier Adzebe-Sibang, venus inviter le Dr. Daniel Mengara à aller leur parler le lendemain dans le cadre d'une causerie. Dans l'après-midi, causerie à Awendjé où le Dr. Daniel Mengara rencontrait des jeunes du quartier pour leur exposer la vision d'avenir qui est la sienne.

Lundi 17 août : Rencontre avec Raymond Ndong Sima dans la matinée ; interview interactive sur la chaîne de télévision RTN, puis causerie à la Cité de la Caisse, plus précisément dans la section Adzebe-Sibang à l'invitation des jeunes du quartier, où le Dr. Daniel Mengara est allé rencontrer les habitants dans les matitis et bas-fonds pour leur livrer son message d'espoir. Après la causerie, qui s'est terminée dans la nuit, rencontre avec Marcel Libama dans la soirée. Les deux hommes ont fait le tour d'horizon sur l'actualité et la situation politique du pays. Marcel Libama s'est confirmé comme le guerrier qu'il a toujours été ; entre les deux hommes, point de désaccord. Le Gabon peut compter sur lui.

Mardi 18 août : Interview Radio sur la chaîne de radio de Gabonews ; Rencontre avec Chantal Gondjout de l'Union Nationale, au vu de l'indisponibilité du Président Myboto qui se trouvait à Mounana, mais que Daniel Mengara a cependant eu au téléphone pendant quelques minutes ; le président Myboto a regretté son absence de Libreville ; conversation téléphonique également avec Barro Chambrier, qui se trouvait en déplacement hors

du pays ; les deux hommes se sont promis de se rencontrer dès que l'occasion se présentera, en vue d'échanger sur les perspectives qu'ils ont sur la question du changement au Gabon ; rencontre dans la soirée avec le pasteur Ndossi, qui m'a fait état des persécutions politiques et financières dont il fait l'objet de la part du régime.

Mercredi 19 août : Interview télévisée sur la chaîne de télévision Kanal 7 dans la matinée; nouvelle rencontre stratégique avec, une fois de plus, Moukagni-Iwangou et Luc Bengono Nsi autour d'un déjeuner de travail chez le Président Bengono et rencontre dans la soirée avec Martin Edzodzomo-Ela.

Jeudi 20 août : Visite du campus universitaire de l'Université Grégory Ngbwa Mintsa (anciennement Université Omar Bongo) avec les leaders étudiants ; puis rencontre avec Maganga Moussavou au siège du PSD et enfin rencontre dans la soirée avec le Président David Mbadinga et son équipe de l'Union des Patriotes Gabonais-Loyalistes.

Vendredi 21 août : Fin de la première étape. Ayant fini cette première étape de mon retour politique au Gabon, je devais rentrer aux Etats-Unis ce jour pour aller m'occuper rapidement de quelques impératifs de santé (en plus de préoccupations particulières, j'ai attrapé grippe et palu lors de mon dernier jour à Libreville), quelques impératifs de famille (régler quelques urgences) et quelques impératifs politiques (cultiver les réseaux et rencontrer des gens), et ce en vue d'un séjour plus long et plus permanent qui me permettra de continuer sur le terrain le travail de sensibilisation de l'opposition et du Peuple autour des impératifs de rupture totale d'avec le régime Bongo-PDG. J'espère pouvoir, lors de cette seconde étape, faire des causeries dans tous les quartiers de Libreville et sillonner quelques provinces du pays, en compagnie, je l'espère, des leaders de l'opposition qui, comme moi, pensent, au minimum,

- qu'aucune nouvelle élection ne doit se tenir au Gabon avec Ali Bongo comme candidat ;
- qu'aucune nouvelle élection ne doit se tenir au Gabon avec Ali Bongo toujours au pouvoir et le système Bongo-PDG contrôlant unilatéralement le processus électoral ;
- qu'aucune nouvelle élection ne doit se tenir au Gabon sans une révision de la Constitution qui ramenât le deuxième tour d'élection, limitât les mandats à deux seulement et réduisit les pouvoirs du Président de la République, quel qu'il puisse être à l'avenir ;
- qu'aucune nouvelle élection ne doit se tenir au Gabon sans réforme de la Cour constitutionnelle et de la CENAP ;
- qu'aucune nouvelle élection ne doit se tenir au Gabon sans biométrie intégrale, sans informatisation du fichier électoral et sans recensement de la population en âge de voter ;

Je pense avoir accompli, de manière acceptable, la mission que la diaspora qui soutient mes positions m'a assignée dans le cadre de ce premier contact avec le Peuple et le leadership politique et associatif de notre pays. Il me reste encore de nombreux autres leaders politiques et de la société civile à rencontrer que cette première étape marathon ne m'a pas permis de rencontrer.

Ces rencontres, si Dieu le veut, se feront dans le cadre de la deuxième étape, qui, elle, devrait se faire dans le contexte d'un vaste programme de causeries devant se tenir dans tous les quartiers de Libreville, avant de m'amener à une tournée dans certaines provinces du pays, dont le Woleu-Ntem, l'Ogooué Maritime et, éventuellement, dans le Sud du Gabon, en compagnie, je l'espère, de ceux au sein de l'opposition et de la société civile qui partagent l'idée que l'élection de 2016 ne peut se tenir avec Ali Bongo toujours au pouvoir et que pour garantir une telle finalité, une dynamique autour de la thématique de la destitution et de l'Assemblée Constituante doit se mettre en place.

Fait à Libreville, le 20 août 2015

Dr. Daniel Mengara
Président, Bongo Doit Partir-Modwoam
Porte Parole des Gabonais Politiquement Engagés en Amérique du Nord.